

Pas question d'en faire une crise !

Autor(en): **Forster, Simone**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **81 (1993)**

Heft 5

PDF erstellt am: **20.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-280304>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Pas question d'en faire une crise!

Société en crise et crise de société. Lorsque l'économie dérape, la vie des femmes et des hommes en est bouleversée. Mais les temps changent et les femmes apprennent à résister.

Naguère la Suisse comptait 74 chômeuses et chômeurs inscrits. C'était en 1970. En 1993, on en dénombre 141 514 (janvier 1993). Les chiffres sont impitoyables. Ils révèlent la fin des modèles économiques de la croissance qui prévalaient depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. La récession n'est pas due à un cataclysme soudain. Elle se profilait à l'horizon. Qu'on se rappelle: 1971, crise monétaire. Le président Nixon met fin à la convertibilité du dollar pour réduire le déficit de la balance commerciale américaine. Le dollar chute. Les produits américains bon marché défient toute concurrence. 1973: crise énergétique. Le prix du pétrole quadruple en trois mois. Ces deux événements ont bouleversé l'économie mondiale. Les conséquences ont été immédiates: déficit des balances commerciales des pays européens, ralentissement de la croissance économique.

Au fil des crises

De 1973 à 1977, la Suisse perd 333 000 emplois. Toutefois, on ne compte que 30 000 chômeuses et chômeurs. Les contrats de travail des étrangers ne sont pas renouvelés. La Suisse d'alors exporte largement son chômage vers les pays de l'immigration. Les femmes se retirent spontanément du marché du travail. Licenciées, elles sont nombreuses à renoncer à s'inscrire au chômage. Aujourd'hui, les choses ont changé. L'assurance chômage est devenue obligatoire. Les étrangers, les saisonniers mis à part, restent et les femmes ne quittent plus le marché du travail. Si elles perdent leur emploi, elles n'hésitent guère à s'inscrire dans les offices du travail. La femme aujourd'hui se fait une autre idée d'elle-même. Elle connaît aussi mieux ses droits. De plus, son salaire est indispensable pour tourner et boucler les fins de mois. Sans lui, comment payer les hausses de loyer, les hypothèques, les études des enfants? Enfin, nombre de femmes vivent seules, ou sont cheffe de famille. Il faut faire bouillir la marmite.

Rôles bouleversés

Quelles sont les répercussions de la crise sur la vie des femmes? Au fil des interviews avec celles qui travaillent dans divers secteurs sociaux se dessine en filigrane



De plus en plus, le couple fait face ensemble à la crise. On discute de l'avenir, on élabore des stratégies.

ne une évolution de société. L'image est en pointillé car elle ne repose pas sur des enquêtes sociologiques.

Françoise Roulin travaille au COREF à Lausanne, un centre d'orientation et de recyclage pour les femmes. Elle observe que les hommes comptent de plus en plus sur le travail de leur femme. Le couple fait face ensemble à la crise. On discute plus de l'avenir, on élabore des stratégies. Des hommes menacés de chômage profitent de la sécurité que leur procure le travail de leur femme pour se recycler ou se former dans un autre secteur. La femme qui travaille dans ce contexte économique difficile est valorisée. Elle joue un rôle dynamique. Quand l'homme est au chômage et que la femme travaille, les rôles sont redistribués. Les tâches éducatives sont alors dévolues au père. A lui les rencontres avec le corps enseignant quand les notes sont à la baisse. A lui de débattre des problèmes de piscine, de poux, de devoirs scolaires, de nouvelles méthodes d'enseignement dans les rencontres des Associations de parents d'élèves. A lui enfin les visites chez le pédiatre, les séances chez le dentiste. Bien sûr, tout cela ne se passe pas sans problème. Les hommes au chômage souffrent terriblement. Nombre d'entre eux vont faire les courses aux heures de pointe parce que pousser un chariot dans un supermarché un après-midi, c'est montrer qu'on n'a plus de travail.

Les femmes cheffe de famille qui sont au chômage vivent dans un climat d'insécurité et de désarroi. Les pensions alimentaires que doivent verser leur ex-mari arrivent souvent irrégulièrement ou pas du tout. Il est lui aussi au chômage ou en fin de droit. Ces femmes postulent partout même dans des emplois bien au-dessous de leurs compétences. Des secrétaires deviennent caissières. Il faut vivre, élever les enfants.

Ouvrières ou cadres

Anne Ruedin est employée de l'Etat de Neuchâtel. Elle occupe un poste qui vient de se créer: conseillère en chômage. Licenciée en sciences économiques en octobre 1991, elle a elle-même connu le chômage. Timbrer dans son village, vivre avec une image de soi qui au fil des refus se lézarde et s'effrite, se sentir exclue de la société, elle sait ce que c'est.

Aujourd'hui, Anne Ruedin est chargée de renseigner et de venir en aide à toutes celles et à tous ceux qui se trouvent au chômage. Elle est chargée de tout ce qui a trait au droit, aux assurances sociales, au budget et à la formation. Depuis décembre 1992, environ quatre-vingt personnes sont venues la consulter. Les hommes sont plus nombreux. Ils reviennent régulièrement. Les



femmes se renseignent sur leurs droits et sur les questions financières. Elles ont des demandes plus ponctuelles.

Les femmes divorcées entreprennent les mêmes démarches que les hommes. Les femmes mariées ont une approche différente. Elles s'intéressent plus aux possibilités de formation. Elles ont en général travaillé à temps partiel. Le monde extérieur leur fait plus peur, elles n'en ont pas toujours les clés. Les unes et les autres suivent les mêmes itinéraires psychologiques. Toutefois, celles qui s'en tirent le mieux, celles qui demeurent combatives en dépit des obstacles et des difficultés, sont les ouvrières. Elles ont toujours vécu modestement, elles savent comment s'y prendre. Elles ont aussi parfois une culture syndicale. Les femmes immigrées au chômage doivent suivre des cours de français. Elles vivent dans des conditions très précaires, mais elles finissent par trouver un emploi dans les hôpitaux, les maisons de retraite, les usines, les restaurants. La situation est moins bloquée dans ces secteurs que dans ceux de l'administration et du commerce.

Les femmes et les hommes cadres vivent très difficilement le chômage. Leur monde s'effondre. Ils ne parviennent plus à maintenir leur niveau de vie. Les hommes se sentent exclus d'une société qui leur paraissait taillée sur mesure. Les femmes ont eu

plus à lutter pour accéder à leurs fonctions. Chômeuses, elles se démenent pour retrouver du travail. D'une manière générale, il semble que les femmes supportent mieux le chômage que les hommes. Leur image est moins touchée. Chez elles, elles savent que faire.

Quels emplois?

Les dernières statistiques du canton de Neuchâtel (février 1993) révèlent que deux tiers des personnes inscrites dans un office du travail ont moins de 40 ans. La proportion reste la même si on ne tient compte que des femmes. Les jeunes femmes qui sortent d'apprentissage ou de l'université ne trouvent pas de travail. Magali, 24 ans, est maîtresse de sport. «Lors des auditions, les membres des commissions scolaires me demandent toujours si je vais me marier et avoir des enfants. Ils n'ont pas envie de payer un remplaçant en cas de grossesse. Toutefois, on apprécie les femmes dans ce métier, car elles ne refusent pas de donner un coup de main, d'aider les enfants à s'habiller et à sécher leurs cheveux.»

A Neuchâtel, l'Office cantonal du travail a mis sur pied un programme de premier emploi pour les jeunes, employé-e-s de commerce et universitaires. Ces derniers

travaillent de six mois à un an dans une administration. Les femmes, celles qui sortent des filières de l'apprentissage de commerce surtout, sont nombreuses à bénéficier de cette initiative.

Par touches

Parler de la crise et des femmes, c'est multiplier les éclairages et les coups de phare sur un problème de société qui va s'aggravant. Il faut faire des choix.

Nous avons opté pour un dossier par touches, un dossier un peu impressionniste. Il fallait situer la crise dans son contexte économique, montrer ses conséquences en chiffres et en pourcentages sur le travail des femmes. Il fallait aussi présenter les revendications des femmes syndiquées, la créativité de toutes celles qui au sein des bureaux de l'égalité et des associations luttent pour venir en aide aux femmes en difficulté. Il fallait montrer comment se tirer du mauvais pas du petit crédit, comment fonctionne une coopérative de cautionnement de femmes pour les femmes. Pour finir, il fallait enfin réfléchir à l'éternel dilemme: produire ou reproduire soit se poser la question de l'incidence de la crise sur le désir d'enfants.

Simone Forster

Du côté des statistiques

Quand la conjoncture est bonne, on a besoin du travail des femmes. Que surgisse la crise, elles se retrouvent au chômage.

Il y a quelques années, les femmes, passé l'époque vouée aux oreillons et aux dictées à réviser, pouvaient sans trop de mal reprendre une activité professionnelle. Un cours de perfectionnement, un petit coup de pouce pour renforcer une confiance en soi quelque peu malmenée par l'égrenage fastidieux des tâches ménagères, et s'ouvrait le sésame du temps partiel. Les entreprises avaient besoin du travail des femmes. On manquait de personnel. Le travail à temps partiel était aussi une soupape à un éventuel durcissement de la concurrence. Un danger que ne manquaient pas de souligner les syndicats. Mais quand le bâtiment va, tout va. Les grues parsemaient les campagnes de Suisse. Il y avait du travail. 1990 marque la fin de cette période de prospérité. Commentent la crise, le chômage. Qu'en est-il du travail des femmes?

Tranches de vie

L'enquête suisse sur la population active (ESPA) révèle qu'au deuxième trimestre de 1991, 56% des femmes travaillent (88% des hommes). Le taux de chômage est de



Ce sont les jeunes les plus touchés: 7,2% des femmes de 25 à 29 ans et beaucoup de jeunes en sortant de l'apprentissage.

2,3% chez les femmes, 1,2% chez les hommes; 56% des femmes actives travaillent à temps partiel; 84% des emplois à temps partiel sont occupés par des femmes.

Avant 25 ans, les femmes travaillent généralement à temps complet. Passé cet âge, la majorité d'entre elles (62%) travaillent à temps partiel. Quant aux hommes actifs, de 25 à 65 ans, ils sont 92% à travailler à temps complet.

La plupart des femmes travaillant à temps partiel n'ont pas d'enfants au-dessous de 15 ans; 60% des femmes reprendraient un travail si les problèmes de la garde des jeunes enfants pouvaient être résolus de manière satisfaisante.

Une femme sur dix travaille dans des conditions précaires soit dans l'entreprise familiale, à domicile ou dans un autre ménage. Plus d'un tiers des salariées ont un revenu annuel au-dessous de 21 600 fr. Elles échappent ainsi à l'obligation de verser les cotisations prévues par la LPP (un homme sur vingt est dans ce cas). Le travail à temps partiel a aussi pour conséquence de priver les femmes d'autres prestations des assurances sociales. Une employée sur cinq n'a aucun droit aux prestations de la CNA, car elle travaille